

Publié le 22 octobre 2017 à 05h00 | Mis à jour le 22 octobre 2017 à 07h02

Pont Champlain: Coderre demande aux Montréalais de «ne pas s'alarmer»



Le nouveau pont Champlain doit officiellement être mis en service le 1er décembre 2018.

PHOTO YVES TREMBLAY, PHOTO HÉLICO



Jeiel Onel Mézil

La Presse

Malgré les inquiétudes que soulèvent l'état « gravement détérioré » de l'actuel pont Champlain et le retard accumulé dans la construction du nouveau pont, le maire de Montréal, Denis Coderre, se dit convaincu que la sécurité des usagers n'est pas menacée.

« J'ai eu l'assurance que la sécurité du pont actuel est assurée et que des fonds supplémentaires seront disponibles pour le sécuriser davantage si c'est nécessaire », a dit M. Coderre à *La Presse*, hier. Le maire de Montréal s'est montré confiant vis-à-vis des « mesures de sécurité » mises en place par le gouvernement fédéral et a demandé aux Montréalais de ne pas s'alarmer. « La priorité est accordée à la sécurité. Ce n'est pas nécessaire de s'alarmer », a-t-il indiqué.

Par ailleurs, Infrastructure Canada n'a pas nié la détérioration de l'état du pont actuel rapporté dans l'article de *La Presse* paru hier matin. « L'analyse faite par la firme COWI nous a montré où il y a "certaines faiblesses" au niveau de l'actuel pont », a affirmé Kate Monfette, attachée de presse du ministre fédéral de l'Infrastructure et des Collectivités, Amarjeet Sohi. Toutefois, M^{me} Monfette a indiqué que les risques qui en découlent sont « bien gérés » et sont « acceptables ».

« On a une très bonne connaissance du comportement du vieux pont. Et nos partenaires savent ce qu'il faut faire si jamais il y a un peu de retard. »

Malgré le long retard accumulé dans la fabrication et l'installation de plusieurs composantes du nouveau pont, M^{me} Monfette a affirmé être optimiste quant au respect de l'échéancier du 1^{er} décembre 2018 fixé pour la mise en service de la nouvelle structure. « Les partenaires privés avec lesquels on travaille de très près nous disent qu'avec les mesures d'accélération en place en ce moment, on vise décembre 2018. C'est sûr qu'il y a d'autres événements qui ne sont pas sous leur contrôle qui peuvent toujours survenir. Mais, en ce moment, on est confiants qu'on vise l'objectif de décembre 2018 », a-t-elle dit. Elle a aussi indiqué que le nouveau pont est achevé à 60 %.

INQUIÉTUDE DANS L'INDUSTRIE DU CAMIONNAGE

Joint par *La Presse*, le PDG de l'Association du camionnage du Québec, Marc Cadieux, a affirmé que le contenu du rapport rendu public par la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain inc. (PJCCI) sur l'état du pont actuel sera une source d'inquiétude pour les travailleurs de l'industrie. « C'est certain que pour l'industrie du camionnage, ça va lancer une inquiétude supplémentaire quant à la fluidité de la circulation des marchandises, qui connaît déjà son lot de difficultés depuis plusieurs années avec tous les chantiers qu'on a sur les réseaux supérieurs et dans la ville de Montréal », a dit M. Cadieux.

« La fluidité a beaucoup ralenti au cours des dernières années. Les coûts ne cessent d'augmenter au niveau du transport. On a le chantier de l'échangeur Turcot. On a aussi des soustractions de voies de circulation à différents moments sur le pont Champlain », a-t-il déploré.

« Ça serait chaotique si le pont Champlain était soustrait à la circulation. »

Toutefois, M. Cadieux affirme avoir été rassuré par les autorités sur la sécurité de l'actuel pont. « Je vais devoir rassurer les membres en leur disant qu'il y a une expertise en constante action. On a visité les centres de surveillance, on nous a montré les capteurs, les détecteurs de mouvement. C'est la structure la plus surveillée au Canada. »

« CE N'EST PAS UN PROBLÈME D'INGÉNIEURS »

Considérés par le consortium Signature sur le Saint-Laurent (SSL) comme faisant partie des responsables des retards dans la construction du nouveau pont, les ingénieurs du gouvernement du Québec évoquent plutôt des problèmes de gestion au ministère des Transports. « Ce n'est pas un problème d'ingénieurs. Le problème vient plutôt des cadres du ministère des Transports du Québec », a déclaré le président du comité exécutif de l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec, Marc-André Martin.

M. Martin a affirmé que les moyens de pression des ingénieurs du Québec « ne peuvent pas causer du retard » dans la construction de la nouvelle structure. « On veut mettre sur le dos des ingénieurs le retard d'un si grand chantier suite à trois "petites" semaines de grève, a-t-il dit. On peut prendre 1 % du blâme. On n'a pas travaillé pendant trois semaines. On ne peut pas prendre tout le blâme. »

- Avec Fanny Lévesque, *La Presse*

Partager 56

Tweeter



© La Presse, ltée. Tous droits réservés.